

A NOTRE COLLÈGUE



USAP-CGT

Bourse du travail

3, rue du château

75010 Paris

Tel: 01 42 08 82 14

Fax : 01 42 45 79 51

usap-cgt@aphp.fr

SYNDICAT CGT

HEGP :

20/40 rue Leblanc

75015 Paris

Tel : 01 56 09 31 83

Fax : 05 16 09 33 67

cgt.hegp@gmail.com

Notre collègue Emmanuel, infirmier à la suppléance s'est donné la mort dans la nuit du 5 au 6 Février en se jetant du 8^{ème} étage de l'Hôpital.

Nous sommes tous sous le choc. Notre peine est immense. Les mots nous manquent.

Nos premières pensées vont à sa compagne, ses deux enfants, sa famille et ses collègues proches.

Nous ne connaissons pas les raisons qui ont conduit Emmanuel à cet acte désespéré. Nous savons qu'Emmanuel est revenu à l'Hôpital pour mettre fin à ses jours, en tenue de travail. Il a ainsi établi un lien entre son désespoir et l'Hôpital devenu lieu de souffrance.

La pression sur les professionnels de nos hôpitaux est considérable. Le stress dû aux conditions de travail dégradées, à la désorganisation des rythmes de vie et de travail, la politique de Lean Management épuise et rend vulnérable le personnel de l'AP-HP.

Représentants du personnel, nous ne cessons de nous opposer à la dégradation des conditions de travail au jour le jour engendrée par la course à la productivité et la réduction des moyens humains.

Le doute n'est pas permis sur la situation critique des professionnels et nous ne pouvons que constater le déni affiché et le manque d'actes forts de l'administration au regard des multiples alertes des représentants des personnels (DGI, droit de retrait, dénonciation d'autoritarisme managérial, absentéisme généré par la pression du travail et l'épuisement professionnel etc..).

Après des années de casse du service public de santé, l'Hôpital Pitié-Salpêtrière est devenu une usine à soins, une machine à broyer les agents. Un homme s'est tué l'année dernière à l'HEGP dans des conditions similaires. Il faut arrêter l'hécatombe !

Ni les alertes, ni les recommandations des instances du personnel (CHSCT, CTE) ne sont prises au sérieux par une direction au fond uniquement préoccupée de « l'efficacité » économique dictée par les lois successives de santé (T2A, HPST, loi Touraine).

Instruits par le triste exemple de France Télécom, nous refusons la gestion des ressources humaines par la souffrance au travail. Syndicalistes, nous refusons cette fatalité et la résignation et souhaitons œuvrer à la transformation de cette détresse en riposte collective.